



Bac: Pap Ndiaye favorable à une notation plus sévère de l'orthographe

(), (AFP) -

Le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, s'est dit favorable dimanche à une prise en compte des fautes de français dans la notation des copies du bac dans les années à venir, promettant un "vaste chantier" dans ce domaine.

Evoquant des copies du baccalauréat souvent truffées de fautes, il souhaite "l'introduction de critères formels dans les épreuves à propos du niveau de français" lors d'une interview sur Radio J.

"A partir d'un certain niveau de langue trop problématique", quelle que soit la qualité de la copie, celle-ci ne pourrait ainsi ne pas dépasser une certaine note.

Concrètement, il s'agirait de "points en moins si on fait des fautes de français".

"Mais ça n'est possible que si on a travaillé à ce que les élèves ne fassent plus de fautes", a dit M. Ndiaye, annonçant un "immense chantier qui va de l'école primaire jusqu'au bac pour qu'ils écrivent correctement". Autre chantier: "La reconquête du mois de juin", la réforme du bac ayant réduit le troisième trimestre à "peau de chagrin".

"Il faut faire en sorte que les élèves de terminale travaillent comme il se doit jusqu'au mois de juin", a-t-il ajouté.

"Nous travaillons sur plusieurs hypothèses: la question du décalage des épreuves de spécialité, la modification des coefficients (...) J'annoncerai la décision dans quelques semaines".

Le gouvernement réfléchit en parallèle à une modification du calendrier scolaire, avec une éventuelle "réduction des vacances" et "plus de semaines de cours" pour les élèves.

Une question qui demande "beaucoup de travail", a reconnu le ministre de l'Education nationale, visant des changements d'ici à la fin du quinquennat.

Interrogé, par ailleurs, sur la montée en puissance du groupe Bolloré dans le secteur des manuels scolaires, le ministre a reconnu qu'il s'agissait d'une "situation préoccupante car nous avons intérêt, pour ce qui concerne les manuels scolaires, à la plus grande diversité possible".

Le milliardaire, qui pensait, en lançant une OPA sur Lagardère, créer un géant de l'édition, a dû modérer ses prétentions. La Commission de Bruxelles l'a contraint à céder Editis, puis à revoir les modalités de la cession.

"Avec Bolloré à la tête d'Hachette et compte tenu des interventions très musclées de son groupe et de son dirigeant dans les affaires des médias qu'il contrôle, il y a de quoi être préoccupé", a estimé le ministre de l'Education nationale, jugeant par exemple que CNews, chaîne de télévision de l'empire Bolloré, était devenue "clairement d'extrême droite".

Afp le 10 juil. 23 à 12 32.